

France/Politique

Plan de réformes pro-business et promesses d'économies

AFP

Paris/France

Devant les députés pour sa déclaration de politique générale, le Premier ministre Edouard Philippe a multiplié les annonces en matière d'éducation, de santé et surtout de budget.

LE Premier ministre français Edouard Philippe a dévoilé hier un programme ambitieux de réformes économiques et sociales, avec notamment des mesures pro-business et des promesses de réduction des dépenses, dans la ligne fixée par le président Emmanuel Macron. Assurant vouloir "éviter de creuser un fossé entre deux France", celle des "métropoles mondialisées" et "la France périphérique", le chef du gouvernement a multiplié les annonces en matière d'éducation, de santé et surtout de budget, déclinant dans le détail le "cap" fixé la veille par le chef de l'Etat devant les parlementaires réunis en congrès à Versailles. Paquet de cigarettes porté "progressivement" à 10 euros (6 550 francs), vaccins obligatoires pour les enfants, lunettes et soins dentaires mieux remboursés, réforme du baccalauréat, "rénovation" du système des retraites et de la protection sociale... cet homme de 46 ans issu de la droite modérée a fait plusieurs annonces concrètes, régulièrement applaudi par sa large majorité de députés pro-Macron. Pour relancer l'économie, "les entreprises doivent retrouver l'envie de s'installer et de se développer sur notre sol plutôt qu'ailleurs",

a-t-il dit en annonçant plusieurs mesures fiscales très attendues par le monde de l'entreprise, comme une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés de 33 à 25% d'ici 2022. Face au nouveau dérapage budgétaire hérité du gouvernement socialiste sortant, la France est aussi particulièrement scrutée par ses partenaires européens, notamment l'Allemagne. Edouard Philippe s'est engagé à trouver les quatre milliards d'euros nécessaires pour ne pas franchir la barre des 3% de déficit en 2017, comme promis la semaine passée. "La France est dans les cordes et aucune esquivance ne nous sauvera", a justifié Edouard Philippe dans son discours d'une heure. Il a ainsi souhaité "désintoxiquer" la France de son "addiction (...) à la dépense publique" en baissant cette dernière de 3 points de PIB sur cinq ans, et a promis qu'"aucun ministère, aucun opérateur, aucune niche fiscale" ne seraient "sanctuarisés". Il faut "stopper l'inflation de la masse salariale du secteur public", a-t-il insisté. Le chef du gouvernement a par ailleurs promis que les contribuables ne seraient pas "la variable d'ajustement du budget", en annonçant une baisse de la "pression fiscale, d'un point de PIB sur cinq ans". Pour ne pas vider les caisses, certaines des promesses de M. Macron ne seront appliquées qu'en 2019, comme l'allègement de l'impôt sur la fortune. "RECONCILIER" • D'autres promesses de campagne deviennent des objectifs officiels : 2% du PIB consacrés à la Défense en 2025, convergence de prix entre



Photo : AFP

le diesel et l'essence, accès au très haut débit partout en France d'ici 2022, construction de 15 000 places de prison... Dans son discours, M. Philippe a aussi abordé la question migratoire – "accueillir oui bien sûr, aider oui évidemment, subir non jamais" –, la lutte contre le terrorisme – "nous ne baisserons pas la garde" – et l'Europe – "tout faire pour réconcilier les Français avec l'Union européenne". Le gouvernement présentera "la semaine prochaine" des mesures pour réduire "de 14 à 6 mois" les délais d'instruction des demandes d'asile et "obtenir l'éloignement effectif" des déboutés. La prolongation de l'Etat d'urgence adopté depuis les attentats meurtriers de novembre 2015 figure parmi les premiers textes que doit voter le Parlement. Puis sera dis-

cuté "un projet de loi renforçant l'efficacité de notre arsenal législatif contre le terrorisme, sous le contrôle rigoureux du juge", comme l'a dit M. Philippe. Le vote de confiance, prévu après les interventions des représentants des différents groupes parlementaires, devait être une simple formalité, grâce au soutien des 314 députés du groupe REM (hors six élus nommés au gouvernement pas encore remplacés) et des 47 députés du parti centriste MoDem. Au-delà des lignes traditionnelles de partage, le chef de gouvernement pourrait aussi obtenir le soutien de certains députés de droite et du centre qui se définissent comme "Macron-compatibles". Certains députés de gauche pourraient préférer l'abstention au vote

d'opposition. ----- • Dernière minute : large confiance pour le programme du gouvernement Macron. Le Premier ministre français Edouard Philippe a obtenu hier soir une large confiance des députés après avoir donc présenté son programme. Au total, 370 députés sur 577 ont exprimé leur soutien au programme politique présenté par le chef de gouvernement nommé par le président Emmanuel Macron, 67 ont voté contre et 129 se sont abstenus. Jamais depuis 1959, un discours de politique générale n'avait suscité aussi peu de votes contre. L'abstention constitue aussi un record. Et il s'agit de la plus forte majorité obtenue sur un tel vote depuis la période 1993-1997.

Burkina Faso/Politique

La Haute cour réformée pour " un procès équitable " des ministres de Compaoré

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

L'ASSEMBLEE nationale du Burkina Faso a réformé hier la Haute cour de justice, devant laquelle sont poursuivis les membres du dernier gouvernement de Blaise Compaoré, pour leur garantir "un procès équitable", a annoncé le ministre de la Justice. Les accusés auront le droit de faire appel s'ils sont condamnés, selon la nouvelle loi organique adoptée par l'Assemblée, ce qui

n'était pas le cas jusqu'à présent et qui avait motivé la suspension du procès, débuté fin avril. Les ministres du dernier gouvernement Compaoré sont poursuivis pour "complicité d'homicide volontaire et blessures volontaires" pour avoir participé "au Conseil extraordinaire des ministres du 29 octobre 2014 au cours duquel ils ont décidé de (faire appel à) l'armée pour réprimer les manifestants" contre le régime Compaoré. Au total, 33 personnes ont été tuées, selon des sources officielles, lors de ces manifestations qui

avaient abouti à la chute de Blaise Compaoré, même si le procès ne concerne que 7 décès. Seule juridiction habilitée à juger le chef de l'Etat et des ministres pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions, la Haute cour avait été obligée de surseoir à statuer après que le Conseil constitutionnel eut jugé "contraire à la Constitution" l'absence de recours possible sur ses décisions. La réforme de la Haute cour, votée par 99 députés sur 127, assure désormais le "principe du double degré de juridiction aussi bien au niveau de l'instruction que

du jugement", a expliqué le ministre de la Justice, René Bagoro. Ce texte permet de "renforcer les garanties d'un procès équitable", a-t-il estimé. Onze députés, principalement des élus du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), le parti du président déchu Compaoré, se sont abstenus du vote, en désaccord avec l'absence dans la loi de la possibilité pour les accusés absents de se faire représenter par leur avocat, a expliqué le président du groupe parlementaire CDP, Windyéllé Sawadogo. L'ex-président Compaoré, qui était également minis-

tre de la Défense, vit en exil en Côte d'Ivoire. Selon le ministre Bagoro, "le code de procédure pénal, auquel la loi sur la Haute cour de justice renvoie, permet à une personne mise en cause de se faire représenter mais à condition que la peine encourue n'excède pas deux ans". Suspendu mi-mai, le procès du dernier gouvernement de Blaise Compaoré pourrait être repris "dans quelques semaines", ont affirmé à l'AFP des sources judiciaires, sous couvert d'anonymat. Tous les accusés risquent la peine de mort.

L'Afrique en bref

- **Burundi/Crise. La FIDH accuse** "Epuración" ethnique de l'armée, opposants réduits au silence et modification de la Constitution pour faire sauter la limite des mandats présidentiels : le régime burundais s'enfonce dans la violence et transforme le pays en dictature, averti hier la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).
- **Niger/Jihadistes. Neuf morts et 37 enlèvements** Des "éléments" du groupe jihadiste nigérien Boko Haram ont enlevé dimanche 37 femmes et tué 9 personnes dans un village du sud-est du Niger, près de la frontière avec le Nigeria, a annoncé hier le gouverneur de la région de Diffa (sud-est).
- **RDCongo/Rébellion. Crise du Kasai : des ONG critiquent Kinshasa et l'Onu** Un collectif d'ONG congolaises du Kasai a accusé la communauté internationale et le gouvernement congolais de "légèreté" dans la gestion de la crise sécuritaire et humanitaire dans le centre de la République démocratique du Congo, dans un communiqué parvenu hier à l'AFP.

A travers le monde

- **Corée du Nord/Nucléaire. Pyongyang affirme avoir testé un missile intercontinental**



La Corée du Nord a affirmé hier avoir testé avec succès un missile intercontinental, ce qui serait une avancée majeure dans ses efforts pour être en mesure de menacer les Etats-Unis du feu nucléaire. Des experts américains ont de leur côté estimé que l'engin testé hier matin, au moment où les Etats-Unis se préparent à célébrer leur fête nationale, pourrait atteindre l'Alaska.

- **Irak-Syrie/Conflit. Les jihadistes en mauvaise posture dans leurs fiefs** Des combattants syriens soutenus par des frappes américaines ont brisé les lignes de défense des jihadistes au cœur de leur fief de Raqqa, une percée majeure dans la bataille pour la conquête de cette ville de Syrie. Dans le même temps, en Irak voisin, les forces gouvernementales appuyées également par les Etats-Unis, tentaient de chasser le groupe jihadiste Etat islamique (EI) de son dernier carré à Mossoul, son grand bastion urbain dans le pays.